

Un freinage durable de la croissance

Fabien Maury

En France, l'évolution de la conjoncture économique, le débat sur les réponses, les mesures que le gouvernement prendra conditionneront les élections présidentielles et législatives. Or, les dirigeants français et européens maintiennent un optimisme inconsidéré sur la croissance en affirmant que les économies sont « saines », « l'inflation maîtrisée » et « la consolidation budgétaire a progressé » (1). Il n'est donc pas question de « remettre en cause le Pacte de stabilité », « complément optimal de la politique monétaire de la BCE » (2). L'Europe demeurerait à l'abri de la récession. La reprise aurait lieu début 2002 suite à un redémarrage américain espéré rapide. D'ici là, les mesures fiscales, d'accompagnement social seraient suffisantes pour éviter un approfondissement des difficultés.

Ce « pari sur la croissance » marche de pair avec l'obstination à « ne pas changer de cap ». Il perd sa crédibilité de jour en jour tant la récession aux Etats-Unis se révèle profonde et ébranle l'économie mondiale, y compris l'Europe.

Une campagne médiatique tente d'expliquer la crise actuelle par des « chocs exogènes ». On prétend trouver l'origine du retournement de conjoncture dans les attentats, comme jadis avec le prix du pétrole. Elle permet de dédouaner la responsabilité des gestions d'entreprises, des politiques économiques pro marché financier et d'occulter le débat sur le besoin de mesures radicalement nouvelles.

La crise a commencé bien avant les attentats

En septembre, le retournement était largement engagé aux Etats-Unis et en Europe. Nous l'avons largement



Wall-Street : l'exigence de rentabilité financière... devient insupportable quand l'activité se retourne.

signalé dans ces colonnes (3). C'est dès le 2^{ème} trimestre 2000 que la croissance mondiale a atteint son point le plus élevé (vers 5%). Elle a, depuis lors, baissé de manière continue et avoisinerait 2% en 2001.

Ce retournement s'est effectué simultanément dans la zone euro, en Allemagne, en France, aux Etats-Unis et au Japon.

Ainsi, la catastrophe terroriste ne change pas les tendances mais les aggrave et précipite les difficultés. Selon une étude (4), les attentats, survenus dans un « contexte de ralentissement prononcé de l'activité... », pourraient générer, en 2002, une

dégradation « supplémentaire » de la croissance américaine (-0,7 point de Pib) et européenne (-0,5 point de Pib).

La crise mondiale frappe à partir des Etats-Unis et des nouvelles technologies

Dans la première moitié de 2001, le ralentissement américain a été brutal, contaminant les pays de l'OCDE et émergents. La crise a d'abord concerné les secteurs des nouvelles technologies dont l'essor devait annoncer un « nouvel âge du capitalisme ». C'est aussi l'échec des tentatives de solutions des années quatre-vingt-dix visant à sortir des difficultés

Prévisions de croissance

	2000	2001 (prévisions)	2002 (prévisions)
OCDE	3,4%	1,4%	-
Zone euro	3,4%	entre 1,4 et 1,9%	entre 1,0 et 2,3%
Allemagne	3%	0,9%	1,5%
France	3,4%	entre 1,6 et 2,1%	entre 1,6 et 2,5 %
Etats-Unis	4,1%	entre 1,0 et 1,4%	entre 0,5 et 1,9%
Japon	1,5%	entre -0,9 et -0,4%	entre -1,4 et -0,2%

Sources : OCDE, Fmi, instituts gouvernementaux, instituts privés bancaires et financiers.

et faire face aux défis de la révolution informationnelle sans changer les structures capitalistes de domination des marchés financiers.

Face à cette crise d'éclatement de la suraccumulation des capitaux réels et financiers (5) et à la profondeur des défis de transformations systémiques nécessaires, les premières interventions étatiques relèvent de la fuite en avant dans le soutien à la rentabilité financière des groupes. Si elles peuvent ranimer temporairement l'activité, elles entretiennent de profondes contradictions sur lesquelles l'activité réelle viendra buter à nouveau.

Les Etats-Unis seront en récession fin 2001

Le recul de l'activité américaine au 3ème trimestre (-0,4%) se poursuivra au moins jusqu'au début 2002. La Réserve fédérale (6) a souligné « la faiblesse persistante du secteur manufacturier (...) et l'absence de perspective de retournement avant 2002 ».

Le chômage officiel est passé de 3,9% fin 2000 à 5,2% en octobre 2001 et devrait poursuivre sa progression pour atteindre 5,5% début 2002.

Confronté aux difficultés d'emplois, à l'endettement et au recul des cours boursiers le moral des ménages baisse. Ce qui les incite à épargner : leur taux d'épargne est brutalement remonté. Leur consommation a fléchi en août pour s'effondrer en septembre.

Les problèmes d'efficacité des entreprises, leurs difficultés d'accès à un financement peu coûteux, puis le ralentissement de la consommation a entraîné un recul de l'investissement, un des socles de la croissance.

L'endettement des entreprises a atteint un nouveau sommet par rapport à la production (7) à tel point que Morgan Stanley parle d'un problème de suraccumulation des capitaux (8)

Les entreprises ont mobilisé le crédit bancaire pour financer d'une part les investissements productifs les plus rentables et d'autre part les projets de croissance financière accroissant l'exigence de rentabilité financière sur toute l'économie. Celle-ci devient insupportable quand l'activité se retourne aussi vivement qu'aujourd'hui. Ainsi, Les groupes américains ont saisi l'opportunité que représentait le « choc de la tragédie » pour amplifier leur chasse aux coûts salariaux et aux capacités de produc-

tion excédentaires afin de maintenir leur niveau de rentabilité et prendre un avantage compétitif par rapport à leurs concurrents européens

Enfin, le déficit extérieur courant, qui représente 4,5% du Pib, risque de peser sur le dollar (9), et donc sur le financement de la croissance américaine. Jusqu'à présent ce déficit a été compensé par la forte attractivité des capitaux qui semble s'être maintenue malgré le ralentissement.

Un interventionnisme américain de « guerre économique »

Dans ces conditions, l'Etat américain et la Réserve fédérale interviennent massivement sur tous les terrains afin d'appuyer la stratégie de leurs groupes multinationaux.

Les mesures budgétaires et fiscales, près de 2 points de Pib, se traduisent certes par des dépenses publiques supplémentaires mais, aussi et essentiellement, par des baisses d'impôts pour les entreprises, par des abaissements massifs de coûts salariaux, par des prises en charge des coûts des restructurations pour soutenir, voire relever la profitabilité des groupes et maintenir l'attractivité du marché financier.

Pour la 10ème fois en un an, la Réserve fédérale a baissé son taux directeur. Il a été divisé plus que par deux en un an. Le taux directeur réel est désormais négatif.

L'idée d'une « guerre longue » menée contre des réseaux terroristes mondialisés sert à légitimer l'engagement militaire des Etats-Unis. Les dirigeants américains prétendent ainsi « se protéger » eux-mêmes ainsi que leurs alliés occidentaux et les pays producteurs de pétrole (du Golfe et de la mer Caspienne). Cela s'est traduit lors du dernier G7 par l'exigence américaine d'une solidarité sans faille et par le financement, par le monde entier, de leur propre croissance comme lors de la guerre du Golfe. Les Etats-Unis tentent ainsi de modifier de nouveau en leur faveur le partage des richesses mondiales.

Le risque croissant de récession en Europe

Dans la zone euro, le Pib a ralenti dès le 2ème semestre 2000 et a quasiment stagné au 2ème trimestre 2001. L'euroland n'évitera, sans doute pas la récession début 2002.

Le taux de chômage qui ne baisse pas depuis plusieurs mois et l'an-

nonce de centaines de milliers de suppressions d'emplois dans le cadre de plans sociaux laissent présager une prochaine dégradation du marché du travail.

Cela d'autant plus que les capitaux continuent de fuir vers les Etats-Unis et que l'énorme extraversion outre-atlantique des groupes européens rend le vieux continent plus sensible à la conjoncture américaine.

L'Allemagne est particulièrement fragilisée par le recul de ses débouchés américains. La croissance pourrait être inférieure à 1% sur l'ensemble de 2001. Elle pourrait reculer en fin d'année. En effet, en septembre, l'indice Ifo (indice de l'activité) tutoie les niveaux de la récession de 1993. Le Pib devrait être proche de 1,5% en 2002. Un rebond de l'activité ne devrait pas intervenir avant mi-2002.

Les baisses d'impôts n'ont soutenu que marginalement et très temporairement la consommation car les ménages subissent les effets des réductions de l'emploi et de la remontée du taux de chômage (9,4%). Il pourrait atteindre 10% à la mi-2002.

En France la croissance financière des groupes pèse sur l'activité

Malgré les propos rassurant de Laurent Fabius, la France subit le ralentissement.

Pour 2001, l'Insee a révisé en baisse ses prévisions à 2,1%. Pour 2002, le Fmi entrevoit une croissance de 1,6%.

Le taux de chômage progresse depuis le mois de mai. En septembre, il est passé à 9,1% soit le même niveau que fin 2000.

Toutes les contradictions de la politique et des gestions de l'emploi éclatent. L'augmentation de la part des emplois précaires dans l'emploi total accélère le retournement à la hausse du chômage quand l'activité ralentie. Ainsi, au mois d'août, les nouvelles missions d'intérim reculent et les fins de CDD, de missions d'intérim représentent six entrées sur dix à l'Anpe.

Plus d'un tiers des jeunes concernés par le programme TRACE retombent au chômage et la majorité des autres sont rejetés dans d'autres dispositifs d'emplois aidés et précaires.

En 2001, l'investissement des entreprises serait divisé presque par deux (4% contre 7,1% en 2000). Cela est du au ralentissement des débouchés ainsi qu'à la remontée rapide de l'endettement.

En conséquence de la forte extra-



L'Europe et la France entre défi américain et blocages au sommet.

version des groupes français, la part de leur chiffre d'affaire réalisé aux Etats-Unis a augmenté. Ainsi ils sont particulièrement concernés par le retournement américain. La sensibilité de la conjoncture française à la conjoncture américaine s'est sensiblement accru. On la constate dans la correction brutale des perspectives d'investissement des grands groupes et dans les intentions de commandes des grossistes en biens d'équipement.

Les charges d'intérêt nettes (10) des entreprises progresseraient plus rapidement en 2001 et en 2002 (+7.6%, +9.0%). L'endettement devrait s'établir à des niveaux historiques, supérieurs à ceux qui prévalaient dans les années quatre-vingt-dix. C'est la conséquence, certes du financement des efforts d'équipement, mais surtout de la croissance externe (OPA-OPE, fusions-acquisitions...) et des investissements directs réalisés à l'étranger par les groupes. Une partie importante de l'augmentation du recours au crédit bancaire a ainsi servi au développement de placements financiers. Avec pour conséquence, une pression fantastique pour réduire tous les autres coûts que les coûts financiers afin de préserver les niveaux de rentabilité. Ces charges financières pèsent d'autant plus fortement quand le chiffre d'affaires et le profit des entreprises ralentissent, voire diminuent, d'où les vagues de plans de suppressions d'emplois.

L'Europe et la France entre défi américain et blocages au sommet

L'interventionnisme américain constitue un énorme défi pour la construc-

tion européenne. Pourtant, celle-ci confrontée à ces importantes difficultés et à l'impasse des politiques économiques dans la plupart des pays, reste paralysée par de véritables blocages au sommet.

Le dernier G7 a stigmatisé l'Union européenne et particulièrement la Bce pour qu'elles viennent au secours de la croissance. Mais les dirigeants européens se refusent à mettre en cause le Pacte de stabilité pour mieux laisser les mains libres à la Bce qui, suiviste de la Réserve Fédérale, pratique des baisses uniformes de taux d'intérêt principalement pour soutenir le marché financier. Or, il faudrait organiser autrement une dépense massive grâce à un crédit sélectif, une création monétaire partagée pour développer les êtres humains sur toute la planète.

Certes, les appels à l'Etat se multiplient. Mais, la plupart du temps, c'est pour qu'il joue les pompiers en soutenant les niveaux de rentabilité des groupes par des aides à l'investissement sans aucune contrepartie, en poursuivant les baisses d'impôts, de cotisations sociales ou encore en privatisant (11).

Les seules mesures annoncées sont des ajustements marginaux ou circonstanciels afin d'éviter une remontée trop brutale du chômage et une dégradation trop importante de l'activité, des réparations des dégâts des gestions anti-salariales ou encore une surenchère de baisses d'impôts de baisses du coût salarial de l'emploi comme le préconise la Commission européenne.

Cela risque d'inciter à la fuite en

avant dans la guerre économique, d'enclencher une nouvelle phase de concentrations des groupes, de prédation de marchés et d'aggraver les cercles vicieux de la crise : insuffisance de demande, insuffisance de qualifications...? Le scénario de reprise des dirigeants européens paraît donc illusoire. La croissance, après une courte reprise, pourrait rechuter.

Cela ne rend-il pas plus crucial encore le besoin d'une initiative originale de l'Europe pour un plan de développement économique et social mondial dans lequel l'Europe pourrait prendre toute sa place par une relance concertée pour l'emploi et la formation ? En France, alors qu'une partie de la population voit s'éteindre la croissance sans jamais en avoir bénéficiée, n'est-il pas urgent d'engager des réformes structurelles concernant l'emploi, la formation, le financement de l'économie ? ■

1. Didier Reynders, ministre des Finances belge in *Libération* du 8/10/2001.
2. Neyts-Uyttebroek, devant le Parlement européen, le 3/10/2001, position du Conseil européen extraordinaire du 21/09/2001.
3. Sur ce sujet voir Fabien Maury. Vers un retournement de la croissance. *Economie et Politique*, mai-juin 2001. Fabien Maury. Ralentissement de la croissance et difficultés de l'euro. *Economie et Politique*, septembre-octobre 2000. Yves Dimicoli. Sortir de la précarité pour une nouvelle croissance. *Economie et Politique*, juillet-août 2000. Clément Forest. Des fractures dans la croissance. *Economie et Politique*, juillet-août 2000. Thomas Bourdet. Le monde à la recherche d'un second souffle. *Economie et politique*, janvier-février 2000. Et Yves Dimicoli. « Nouvelle économie » ou nouvelle phase de la crise. *La Pensée*, 3ème trimestre 2000.
4. Etude de la direction de la prévision sur « l'impact possible des attentats sur les perspectives de croissance », publiée dans les comptes prévisionnels du Projet de Loi de Finances 2002.
5. Sur le débat sur la suraccumulation, on pourra se référer, entre autres, aux articles de Paul Boccard dans *Economie et Politique* de juillet-août 2001 et dans le *Monde économie* du 2 octobre 2001, mais aussi à ceux de Robert Boyer dans le *Monde économie*, de Jean-Paul Betbeze dans la *Tribune* du 9 octobre 2001.
6. Beige book d'août et de septembre 2001
7. Perspectives économiques de l'OCDE du printemps 2001.
8. Morgan Stanley 25 septembre 2001
9. Voir article de Denis Durand dans ce numéro.
10. In *Conjoncture*, septembre 2001. BNP Paribas
11. Voir l'article des dirigeants de la Bundesbank dans *La tribune* du 9 octobre 2001 ainsi que l'action du Medef en France ou encore la pétition des 56 chefs d'entreprises contre les droits nouveaux obtenus dans le cadre de la bataille contre les licenciements.